De la résistance à la subversion

Les chasseurs de la baie de Somme et le développement durable

Yann Raison du Cleuziou

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/8689>

DOI : 10.4000/etudesrurales.8689

ISSN : 1777-537X

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 24 novembre 2008

Pagination : 133-148

Référence électronique

Yann Raison du Cleuziou, « De la résistance à la subversion », *Études rurales* [En ligne], 181 | 2008, mis en ligne le 01 janvier 2010, consulté le 10 février 2020. URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/8689> ; DOI : 10.4000/etudesrurales.8689

Cet article est disponible en ligne à l'adresse :

http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=ETRU&ID_NUMPUBLIE=ETRU_181&ID_ARTICLE=ETRU_181_00133

De la résistance à la subversion. Les chasseurs de la baie de somme et le développement durable

par Yann Raison DU CLEUZIOU

| Editions de l'EHESS | Études rurales

2008/1 - 181

ISSN 0014-2182 | ISBN 9782713221767 | pages 133 à 148

Pour citer cet article :

— Du Cleuziou Y., De la résistance à la subversion. Les chasseurs de la baie de somme et le développement durable, Études rurales 2008/1, 181, p. 133-148.

Distribution électronique Cairn pour Editions de l'EHESS .

© Editions de l'EHESS . Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

DE LA RÉSISTANCE À LA SUBVERSION

Yann Raison du Cleuziou

LES CHASSEURS DE LA BAIE DE SOMME ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Il ne convient pas de regarder les récoltes s'élever
et s'abaisser comme un cycle de marée
ou comme un paysage aux couleurs changeantes.
La plaine est un travail d'hommes et de bêtes.
Jean Rivière, *La vie simple*, 1969, p. 19.

P OUR CELUI QUI PRÉPARE ses vacances sur la côte picarde, la baie de Somme est présentée d'une manière tout à fait singulière, selon une grammaire fixe et en conformité avec des canons implicites qui se laissent deviner derrière un lexique redondant et suffisamment spécifique pour attirer l'attention : « biodiversité », « écosystème », « zone sensible », « refuge » d'une « nature préservée », « riche » de « 360 espèces d'oiseaux sur les 452 répertoriées en Europe » et d'une « centaine de phoques-veaux marins » ; la baie de Somme est un « bout du monde peuplé d'oiseaux », « un des plus grands sites ornithologiques de France », un territoire « authentique » et « sauvage »¹. L'approche naturaliste, scientifique, apparaît comme la norme de consommation légitime, l'appréciation de la rareté, comme canon du « sentiment de la nature » [Chamboredon 1980, 1985]. Aussi la baie de Somme est-elle rebaptisée « baie des oiseaux » ou « baie des phoques ». Bien que mobilisant le registre d'une authenticité par définition inaltérée, ces représentations de la baie n'en sont pas moins récentes, voire le symbole paradoxal d'une transformation profonde.

Si les lieux sont source de sens pour ceux qui les habitent, ils sont source d'intelligibilité pour ceux qui les observent. Comme le note Marc Augé, les lieux revêtent au moins trois caractères : identitaire, relationnel et historique [1992 : 69]. Le rapport à un lieu relève d'une construction sociale permanente, qui témoigne des recompositions culturelles, politiques, économiques et sociales, des manières de vivre ensemble et d'habiter l'espace [Alphandéry et Bergues 2004]. Les lieux, les territoires sont des constructions sociales, y compris les espaces qualifiés de « naturels ». Ces derniers sont des espaces anthropisés et même si l'usage du qualificatif « naturel » tend, dans l'ordre des représentations, à les abstraire de toute dépendance humaine, il est rare que l'étude de l'histoire de ces milieux ne rencontre pas les traces plus ou moins prégnantes d'une culture indirecte voire directe par l'homme [Haudricourt 1962]. À ce titre, la construction de la baie de Somme en haut lieu d'une nature préservée est révélatrice de l'histoire sociale de ses usages. Comme l'a écrit André Micoud :

Si des territoires nouveaux naissent de toutes parts, le plus souvent sous des noms enchanteurs et avec des logos fleuris, c'est que ceux qui étaient là, au

1. Voir le dossier spécial « baie de Somme » dans *Pèlerin magazine*, n° 6225 du 22 mars 2002, pp. 44-55. Voir aussi l'ensemble des prospectus touristiques édités par le Conservatoire du littoral et par le Comité touristique de la Somme. Cette contribution s'appuie sur une enquête de terrain relative à la mobilisation des chasseurs de la baie de Somme, menée entre 2002 et 2003 [Raison du Cleuziou 2002]. Qu'il me soit permis ici de remercier Richard de Sèze pour sa lecture vigilante des premières versions de cet article.

moins en partie, ont perdu leur pertinence ; à savoir que les groupements humains qui s'y trouvent distribués s'y reconnaissent de moins en moins [2004 : 13].

En baie de Somme, la substitution du phoque au canard siffleur comme animal fétiche est exemplaire du processus de « naturalisation », c'est-à-dire la substitution d'une construction sociale de la nature cognitivo-centrique à celle anthropocentrique des agriculteurs et des chasseurs jusqu'alors dominante [Fabiani 1985 : 84]. Le référent du savoir naturaliste valorisant la rareté et la connaissance se substitue à celui de l'utile à l'homme [Chamboredon 1980]. Le paradoxe est qu'en baie de Somme, malgré les mobilisations massives des chasseurs contre l'assujettissement de leurs pratiques à des normes nouvelles de durabilité des espèces et des milieux d'origines savantes, la construction de la baie en haut lieu de nature est aussi leur fait. La baie est à la fois un territoire où la contestation des directives européennes et des politiques de nature par le vote CPNT atteint un des plus forts niveaux de mobilisation électorale en France [Raison du Cleuziou 2002] mais un territoire aussi où les chasseurs sont les plus impliqués dans les processus décisionnels de sanctuarisation et de naturalisation de l'espace. Ces prolégomènes sont nécessaires à la construction des politiques de développement durable comme objet d'enquête socio-historique. En effet, si on veut se pencher sur le problème de la réception et de l'appropriation des normes environnementales de développement durable on ne peut faire l'économie d'une étude de la socialisation antérieure des objets naturels concernés.

La baie de Somme : territoire et société

L'estuaire de la Somme couvre une superficie de 70 km² enserrée entre les dunes de la pointe de Saint-Quentin au nord et les galets de la pointe du Hourdel au sud. La richesse des milieux naturels de la baie, comme des territoires du Marquenterre au nord, des « bas-champs » au sud et les nombreux marais qui bordent l'Authie ou la Somme, en a fait depuis longtemps une zone de passage de nombreux oiseaux migrateurs. Dans la mesure où la baie de Somme est un produit historique de l'activité humaine, sa configuration est stabilisée et maintenue par les actions répétées et permanentes des individus qui objectivent, par leurs pratiques, la définition sociale de sa réalité [Berger et Luckmann 1996]. Les caractéristiques de son paysage sont le produit de la sédimentation historique des usages : dans la baie, les innombrables mares que le promeneur aperçoit des remparts de Saint-Valery ont une vocation précise : le petit monticule de la hutte de chasse à l'une de leurs extrémités l'indique.

À partir du XIX^e siècle, les renclôtures et les endiguements qu'imposent le développement du chemin de fer et celui du canal de la Somme entravent le travail régulier des marées sur la baie. La progression conséquente des mollières, prairies alluvionnaires, renouvelle les usages possibles de la baie et suscite une concurrence sociale pour leur appropriation : la chasse à la hutte s'y développe parallèlement au pâturage. Domaine public maritime (DPM) relevant du ministère de la Marine, les mollières ne sont pas soumises à la loi du 3 mai 1844 et la chasse

n'y est par conséquent pas réglementée. Un conflit de compétence entre le ministère de l'Agriculture et celui de la Marine laisse aux usages locaux le soin de combler ce vide juridique. Interdite par la loi de 1844 mais requise par la chasse aux migrateurs, la chasse de nuit est pratiquée librement. Les « sauvagines », terme par lequel on désigne les oiseaux d'eau migrateurs, sont une ressource convoitée qui attire dans la baie, outre quelques aristocrates et bourgeois, un grand nombre d'ouvriers des communes circonvoisines. Le commissaire de l'inscription maritime, dans une lettre du 27 novembre 1876 à l'ingénieur des Ponts et Chaussées de Saint-Valery, laisse échapper son découragement :

Malgré les avertissements et les précautions prises par nos deux services pour empêcher les riverains de considérer le domaine maritime comme étant leur propriété, d'y élever des huttes et d'y creuser des mares de chasses, ces riverains sont incorrigibles... [Cité in M. Degonville 1985 : 196]

Cette configuration originelle d'un espace naturel public non réglementé et investi de pratiques populaires détermine l'histoire des sauvaginiens et joue un rôle majeur dans la construction de la société locale actuelle.

Les chasseurs ont objectivé la légitimité de leurs usages de l'espace en transformant l'indétermination de la baie, des mollières et des marais, en un territoire de chasse par la mise en place des multiples dispositifs nécessaires à leurs pratiques : sentiers, mares, huttes, etc. La norme de l'usage cynégétique ainsi objectivé et réifié légitime la chasse comme conforme à la qualité intrinsèque, « naturelle »,

du territoire, et légitime les chasseurs dans leur rôle de gestionnaires traditionnels. Cette construction sociale de l'espace est aussi une construction sociale de la nature car les aménagements de l'espace imposent une norme anthropocentrique de la nature, c'est-à-dire mettent en ordre le sauvage par une hiérarchisation de tous les éléments naturels en catégories relatives à leur intérêt pour l'homme : gibier, nuisibles, etc. Parallèlement, le territoire contribue à la construction de la société locale et est la matrice d'un entre-soi codifié, au cœur de sociabilités très fortes. La reproduction de cette société passe par l'attachement au territoire et par la perpétuation des traditions et savoir-faire dont elle procède.

La chasse à la sauvagine est au cœur du fort sentiment d'identification à la baie qui anime la population locale. Signe et conséquence d'une double nécessité, géographique et sociale, l'engouement pour la chasse s'apparente à un « goût de nécessité » [Bourdieu 1979 : 198]. La « passion » de la chasse est, en effet, pour une majorité de chasseurs issus des classes populaires, le travestissement d'une absence de choix. La chasse sur le DPM est la seule chasse permise aux populations qui ne sont pas propriétaires d'un territoire ; c'est aussi et surtout le seul loisir possible. L'attachement y est donc d'autant plus fort que le statut social est modeste.

En baie de Somme, une majorité des chasseurs ont été initiés dans le cadre familial et souvent dès leur plus jeune âge. La chasse est un savoir-faire acquis au fil d'un processus de socialisation qui se confond avec l'apprentissage de la vie d'homme. Devenir un « vrai

huttier », c'est passer à l'âge adulte par l'affirmation de l'identité personnelle, intégrer la communauté des pairs par l'appropriation d'un territoire commun, et, enfin, être un vrai homme en manifestant la virilité requise par les sociabilités masculine locales. En outre, la chasse constitue pour les classes populaires – majoritaires chez les sauvagins – une réserve de valeurs alternatives où la personne retrouve une dignité dont sa vie professionnelle la dépouille.

La hutte est une cabane rustique à demi souterraine, et, pour les ouvriers du Vimeu, une résidence secondaire souvent partagée à plusieurs. Le coût de son entretien et la difficulté d'en devenir propriétaire suscitent des pratiques d'entraide et de camaraderie qui placent la hutte au centre d'un vaste système de relations sociales de réciprocité où se croisent de multiples circuits d'échanges, de relations familiales, d'amitiés. Les passages, la hutte, les appelants, la baie fédèrent les imaginaires, instaurent une communauté de langage, fondent un entre-soi où les chasseurs se reconnaissent comme membres d'une même confrérie : la chasse est leur espace de liberté face au reste de la vie sociale, professionnelle ou politique, le marais est leur bastion. À cet égard, le territoire est le produit de l'habitus des chasseurs et ce qui reproduit cet habitus : la baie est au cœur de la reproduction sociale du groupe. C'est pourquoi appréhender la chasse comme une simple pratique de loisir n'est guère heuristique. La violence des chasseurs s'explique parce que pour eux la défense de la chasse se confond avec la lutte pour la pérennité de leur groupe et la légitimation de leur culture.

Un espace littoral convoité

En baie de Somme, l'étiquette du développement durable a été mobilisée de façon très spécifique à partir des années 1970 pour qualifier la finalité des politiques de promotion touristique. En 1974, un schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme est établi : son but est d'encadrer et d'encourager le développement de la côte picarde. Pour accompagner ce développement est créé le SMACOPI (Syndicat mixte pour l'aménagement de la côte picarde). Il a pour mission de favoriser le développement touristique du littoral picard tout en veillant à ce que soient préservés les milieux naturels. En 1975, le Conservatoire du littoral est créé à son tour.

Ces deux entrepreneurs² de nature vont développer une nouvelle norme environnementale du littoral picard à travers une réévaluation à la fois esthétique et savante de la qualité des espaces. La rareté et la fragilité deviennent les référents ultimes qui conduisent à une patrimonialisation des espaces, c'est-à-dire à un programme de sanctuarisation corollaire d'une ouverture au public. L'apparition de « sentiers découverte », de pistes cyclables, de parcs ornithologiques et de réserves objectivent sur le terrain cette nouvelle définition de la baie. La chasse au gibier d'eau est contestée de manière croissante, à la fois par la promotion touristique du littoral, qui réduit son territoire, mais aussi

2. Nous employons le terme « entrepreneur » dans le sens, proposé par H. Becker [1985], de promoteur d'un cadre de perception ou de promoteur d'une norme sur une question sociale.

par sa dévaluation comme mode de consommation des espaces naturels à un moment où se développent les loisirs de plein air et une sensibilité écologiste.

Pendant la même période naît et se structure un mouvement d'opinion opposé à la chasse. À l'hiver 1962-1963, les températures extrêmement basses mobilisent les scientifiques, qui dénoncent le « massacre » d'oiseaux affaiblis par le froid et réclament l'application de l'article 373 du Code rural qui, dans des circonstances exceptionnelles, autorise la fermeture anticipée de la chasse. Les responsables de l'ANCGE (Association nationale des chasseurs de gibier d'eau) dénoncent ce procédé auquel ils opposent le bon sens des chasseurs et appellent à une « grève des bagues » pour sanctionner les milieux scientifiques. Au cours de l'hiver 1970-1971, ce conflit se reproduit, et pour les mêmes raisons, mais à l'encontre cette fois de la Ligue pour la protection des oiseaux. En 1974, des tracts « Halte au massacre » sont déposés sur les pare-brise des chasseurs de la baie. Le 15 février 1976, à Saint-Valery, des manifestants du GEPOP (Groupe d'étude et de protection des oiseaux de proie) qui défilent contre la chasse sont repoussés par les sauvagins de la baie. La même année est créé le ROC (Rassemblement des opposants à la chasse). Par ailleurs, à travers les sarcasmes dont ils sont l'objet dans les médias, les chasseurs découvrent que la norme sociale est en train de changer³.

Simultanément, l'usage cynégétique du domaine public maritime est remis en cause. Jusqu'en 1967, l'implantation de huttes sur le DPM était autorisée par arrêté préfectoral, pour un temps limité. Les locaux se servent

des normes de la gestion administrative pour maintenir le territoire sous leur contrôle. En 1967, le ministère de l'Économie et des Finances décide qu'à compter du 1^{er} janvier 1971 les concessions seront renouvelées par adjudication. Cette décision ébranle l'ordre social local. Les sauvagins picards se sentent dépossédés, en faveur des plus « riches », d'un territoire qu'ils ont valorisé et entretenu et dont ils se considèrent par conséquent les seuls usagers légitimes. L'ANCGE parvient à négocier un compromis : la loi du 24 octobre 1968 et son décret d'application du 21 avril 1975 portant sur la réglementation de la chasse permettent la location amiable des lots de chasse maritime et des huttes à des associations de chasseurs. En 1976, l'État loue le DPM en trois lots : la baie d'Authie, la baie de Somme et le littoral picard sud, de Cayeux au Tréport. Trois associations sont constituées : l'Association des chasseurs du DPM de la baie de Somme (ADPMBDS), l'Association des chasseurs de la baie d'Authie, l'Association des chasseurs du littoral picard sud. Ces associations louent chaque lot, puis, sous différentes licences, en sous-louent le droit de chasse. En dotant les sauvagins locaux d'une représentation spécifique, elles vont permettre la structuration de l'intérêt des chasseurs et devenir un puissant moyen de mobilisation pour le maintien de la domination des usages autochtones de l'espace littoral contre les prétentions concurrentes.

3. Voir Maurice Baledent, « Chasse et télévision », *Picardie Chasse* n° 8, 2^e trimestre 1977, pp. 8-9. Voir aussi les réactions à une émission de Michel Polac en 1983 : *Picardie Chasse* n° 2, juillet 1983, p. 4.

L'élection de la baie en haut lieu de la biodiversité

À la suite du Sommet de Paris (1972), la nature devient un axe des politiques européennes. Les directives Oiseaux (1979), Habitat (1992), la mise en œuvre des conventions internationales de Ramsar (1971) sur les zones humides, de Berne (1979) sur la conservation des espèces sauvages et, enfin, de Bonn (1979) sur les oiseaux migrateurs, contraignent les États membres à se doter de réglementations et de programmes d'action. Avec le développement des politiques européennes de protection de l'environnement, un zonage administratif et normatif qui requalifie l'espace en fonction d'une finalité de durabilité se superpose à la fabrication touristique de la baie en haut lieu de nature. L'impératif de durabilité induit un double changement d'échelle : la temporalité de référence devient celle du temps long, c'est-à-dire à la fois le passé à transmettre et le devenir à garantir ; la spatialité locale est reconsidérée sous l'angle international et planétaire [Alphandéry et Bergues 2004 : 9].

La valeur nouvelle des territoires est authentifiée par la présence d'un milieu spécifique, celle d'espèces végétales et animales, rares ou exemplaires selon les nomenclatures savantes. Autant de critères qui singularisent une portion d'espace pour en faire un haut lieu de la biodiversité, un territoire extrait des rationalités ordinaires mais assujetti aux référents savants qui fondent son exemplarité [Micoud 1991].

L'espace rural est découpé en territoires définis par des critères scientifiques et maillé

dans des réseaux nationaux et internationaux de sites analogues : zones naturelles d'intérêt écologique faunistique et floristique (ZNIEFF), zones spéciales de conservation (ZSC) de la directive Habitat, ou encore zones de protection spéciale (ZPS) de la directive Oiseaux. La qualification scientifique de l'intérêt des milieux opère un arbitrage en hiérarchisant, sur le territoire défini sensible, les objets naturels pour la protection desquels s'ordonne la vocation des territoires ainsi que la légitimité de leurs usages sociaux. C'est donc l'ensemble des pratiques ordinaires des chasseurs – principaux usagers du territoire – qui se trouve encadré par des impératifs scientifiques : la directive Oiseaux limite la saison de chasse aux périodes de « dépendance » et de « retour » ; avec la directive Habitat et son programme Natura 2000, les mares de chasse, créées et entretenues par les chasseurs selon une finalité cynégétique, sont requalifiées milieu naturel à protéger en raison de la rareté de la faune et la flore qu'elles hébergent.

Les chasseurs doivent s'adapter à un impératif de multifonctionnalité : ils ne peuvent plus chasser et user de leurs territoires en fonction de leur seule finalité cynégétique mais doivent respecter une diversité d'impératifs imposés par les nouvelles règles de gestion des espèces et des milieux [Deverre, Mormont et Soulard 2002 : 235]. Il m'a été raconté que des chasseurs avaient réagi avec discrétion et radicalité en « bullant »⁴ la mare des tritons crêtés ou en fauchant les orchidées protégées par Natura 2000 [Raison

4. En comblant la mare des tritons au bulldozer.

du Cleuziou 2007a : 153-154]. La violence de ces réactions manifeste l'effet performatif de l'imposition, par des politiques publiques, d'une nouvelle norme de la valeur de la faune et de la flore, c'est-à-dire d'une nouvelle définition de leurs usages sociaux légitimes [Raison du Cleuziou 2007b]. En effet, le rejet de la construction savante de la nature signifie avant tout le rejet de la prétention d'étrangers à régir le territoire en définissant la nature. Tout l'enjeu de l'institutionnalisation du développement durable réside dans l'acceptabilité sociale de ces nouvelles normes, c'est-à-dire leur intégration par les usagers coutumiers des espaces. En baie de Somme, ce processus sera conflictuel parce que les deux recherches de durabilité – celle des savoir-faire cynégétiques dont procèdent les sociabilités locales et celle des milieux et espèces naturels – paraissent antagonistes [Raison du Cleuziou 2007a]. Mais le paradoxe est que c'est justement le conflit qui sera le meilleur vecteur de la conformation des chasseurs aux logiques de durabilité environnementale. Et ce malgré ou plutôt corollairement à la mobilisation politique massive de CPNT pour l'abrogation des directives Habitat et Oiseaux [Raison du Cleuziou 2008].

La fabrique du bon chasseur

Dans les années 1980, la conjonction entre l'émergence d'un mouvement d'opinion défavorable à la chasse, le développement d'un tourisme consommateur d'espace naturel et le développement des politiques publiques de protection de l'environnement va orienter la réaction des chasseurs en un sens favorable à l'institutionnalisation du développement

durable dans leurs pratiques. Cette appropriation dépend de deux conditions de possibilité importantes : l'existence d'un pouvoir de régulation des pratiques des sauvaginiens, et la force de l'attachement des chasseurs à la baie et à la perpétuation des traditions dont ils procèdent.

En effet, c'est à cette époque que les dirigeants des associations de chasse du DPM entreprennent de réguler les pratiques cynégétiques pour à la fois maintenir la légitimité de la chasse et conserver aux sauvaginiens la maîtrise des espaces naturels. L'indexation médiatique contraint à justifier un ordinaire que l'évidence sociale ne suffit plus à légitimer. De cette prise de conscience va naître un souci de pédagogie envers les non-chasseurs. À Saint-Valery est montée une exposition permanente sur les oiseaux de la baie, exposition qui, par la suite, ira au Crotoy. Les chasseurs organisent aussi des sorties pédagogiques à l'intention des écoles. L'explication est censée combler la carence de normalité que l'accusation de déviance a engendrée :

L'intolérance vient de l'ignorance. Qui demande à apprendre, à savoir, plus que les enfants ? En cette matinée de novembre, les dirigeants des « Trois vallées » n'ont certainement pas provoqué 60 vocations de futurs hutteurs. Mais ils ont atteint un but autrement important : expliquer, faire comprendre la chasse, pourquoi la chasse, comment la chasse et que la chasse, c'est naturel⁵.

5. « Trois vallées », *Picardie Chasse* n° 16, janvier 1987, p. 8.

En outre, les responsables associatifs, partant du constat que « certains chasseurs sont les premiers ennemis de la chasse »⁶, vont s'employer à discipliner les comportements des chasseurs en imposant que les corps, les vêtements et les attitudes donnent une image valorisante de la chasse. Cette police des conduites doit effacer tous les comportements qui permettraient de conforter l'image largement médiatisée du chasseur « populaire » violent, viandard, alcoolique et en tenue paramilitaire. Le chasseur doit, pour être un « bon chasseur », être souriant, élégant, poli, écologiste et « partager la nature ». La diffusion par les responsables associatifs d'une représentation panoptique des médias accroît la responsabilité individuelle :

Juste une anecdote lamentable mais je vous assure qu'il y a chez nous, passez-moi l'expression, des connards et des salopards (et heureusement qu'ils ne sont pas nombreux). Connards parce qu'ils n'hésitent pas, un beau jour d'ouverture, à se promener fusil chargé (ou non) entre les touristes et les baigneurs. Impensable, inconcevable, me direz-vous, mais c'est pourtant la réalité. Vous imaginez fort bien un reportage télévisé sur l'ouverture de la chasse en baie de Somme. Point de discours, les images parleraient d'elles-mêmes... Spectacle pitoyable et pourtant 11 des nôtres ont été invités à monter les 27 marches de l'escalier menant au bureau, pas pour des prunes, vous vous en doutez bien ; mais vous avez tout compris !⁷

Régulièrement la presse cynégétique dénonce comme « traîtres » ou « brebis galeuses » les chasseurs qui véhiculent une image négative du groupe⁸. Les gardes des

associations de chasse du DPM ne se contentent plus de sanctionner les seules transgressions du droit : ils surveillent aussi les conduites susceptibles de nuire à l'image des chasseurs – ne pas ramasser ses cartouches usagées, par exemple. Il s'agit en effet non seulement de neutraliser les représentations médiatiques défavorables aux chasseurs mais aussi de légitimer, aux yeux des nouveaux consommateurs de nature, l'appropriation cynégétique du territoire.

Des chasseurs « écologistes »

Les chasseurs cherchent aussi à asseoir leur légitimité face à l'expertise scientifique sur laquelle reposent les politiques de protection de la nature. Cette stratégie de défense nécessite l'imposition d'une éthique écologiste et d'une rationalisation scientifique aux pratiques cynégétiques. Pour résumer sa stratégie de défense, l'ADPMBDS énumère un programme :

La meilleure façon de se défendre, c'est d'attaquer. Les moyens ? D'abord conquérir l'opinion publique afin de laisser marginaliser nos adversaires de plus en plus outranciers dans leurs propos et leurs écrits. Pour cela, il nous faut promouvoir la chasse, c'est-à-dire
1) l'expliquer : la chasse, c'est naturel ;

6. Entretien avec Dominique Salesse, le 15 juin 2002, permanent et garde de l'ADPMBDS.

7. Lewin Guy (président de l'ADPMBDS), *Le siffleur de la baie de Somme* n° 13, 1998.

8. Lewin Guy, « Lavons le linge sale... », *Le siffleur de la baie de Somme* n° 9, 1994.

nous ne portons pas atteinte à la nature en prélevant une part raisonnable d'un capital renouvelable ; 2) informer le public : provoquer un changement de comportement des médias ; 3) participer à des actions techniques en collaboration avec les scientifiques pour mieux connaître les populations d'oiseaux et en suivre l'évolution ; 4) éduquer le chasseur : lui faire comprendre que c'est par son comportement individuel qu'il modifiera son image de marque. Et si l'on veut inculquer ce message « la chasse c'est naturel », ne chasser que du gibier naturel⁹.

En pratique, la chasse doit répondre à une norme plus froide, rationnelle et gestionnaire correspondant à la diffusion de la définition savante de la « nature » [Fabiani 1985 : 89]. La chasse cueillette est délégitimée par la chasse gestion [Vourc'h et Pelosse 1985 ; Dalla Bernardina 1989]. Le chasseur ne tue plus : il « prélève » le gibier dans un cheptel administré avec rigueur. En outre, les cadres associatifs des sauvagins créent des dispositifs qui leur permettent de produire des contre-expertises pour contester les analyses scientifiques.

Par exemple, dans la directive Oiseaux, la définition des dates de « dépendance » et de « retour » des migrateurs va, pour ce qui est de l'expertise scientifique, provoquer un affrontement spécifique entre l'Office national de la chasse, le Muséum d'histoire naturelle, le ministère de l'Environnement et l'ANCGE. Pour contester les expertises des naturalistes, les chasseurs inventent le « cahier de hutte » : les sauvagins doivent y noter, pour chaque espèce, le nombre d'oiseaux tués et la date de leur « prélèvement ». Ces

informations donnent naissance à une base de données ornithologiques opposable aux chiffres avancés par les naturalistes¹⁰.

Le nombre d'oiseaux tués et le moment de leur prélèvement permettent de déduire les dates de passage des oiseaux, donc leur période de dépendance ou de non-nidification, enjeu majeur pour déterminer la saison de chasse. Les associations de sauvagins de la Somme sont les premières à imposer ces dispositifs à leurs membres. Dans la même optique, l'établissement d'un PMA (prélèvement maximum autorisé, c'est-à-dire un quota d'oiseaux chassables par nuit, par espèce et par chasseur) rationalise la chasse, évitant que les tableaux de chasse ne deviennent excessifs. Mais ces ressources argumentatives n'ont pas toujours les effets escomptés. Éric Kramer, président de l'Association des chasseurs de la baie d'Authie, se plaint de procès d'intention à l'égard des chasseurs :

Je me suis fait rétorquer que c'étaient des statistiques de chasseur et qu'on pouvait mettre en doute ce type de carnet. Partant de ce principe, rien n'est bon¹¹.

Il n'en reste pas moins que la construction de ces ressources associe tous les chasseurs à un travail d'expertise et les sensibilise à la gestion durable des espèces.

9. « Baie de Somme, la chasse c'est naturel », *Picardie Chasse* n° 10 juillet 1985, p. 7.

10. « Cayeux-Mers, un nouveau président, un carnet de prélèvement », *Picardie Chasse* n° 10, juillet 1985, p. 4.

11. Entretien avec Éric Kramer le 2 février 2002.

L'ANCGE crée également, dans les années 1980, un centre de recherche scientifique sur les oiseaux migrateurs, regroupant les 70 pays du Paléarctique occidental : il s'agit de l'OMPO (Oiseaux migrateurs du Paléarctique occidental). Ce réseau de scientifiques s'est attaché à un programme de recherche, d'expertise et de protection des oiseaux migrateurs de l'Afrique centrale à la Sibérie et vise à promouvoir une gestion internationale des oiseaux migrateurs. En effet, on ne peut ignorer l'aspect stratégique du recours à la dimension internationale des migrations des oiseaux comme alternative aux observations de dimension uniquement européenne. *La Sauvagine*, revue des chasseurs de gibier d'eau, suit les débats scientifiques et s'en fait la tribune : elle publie une contre-expertise scientifique au rapport Lefeuvre sur l'état des populations d'oiseaux migrateurs¹². Le cadre scientifique de gestion durable des populations d'oiseaux migrateurs à l'échelle globale est donc repris par les chasseurs dans une logique de conflit. C'est en affirmant leur intérêt pour la gestion rationnelle et durable des ressources naturelles que ces derniers revendiquent leur bonne foi écologiste :

Le chasseur c'est le premier écologiste. La chasse ne peut exister que si on prélève l'intérêt du capital. Pour moi, la chasse, on ne peut prélever que le plus par rapport au capital. Donc, dès qu'on tape dans le capital, ça devient mauvais. Faut avoir l'intelligence, à un moment donné, de dire : là, l'espèce se comporte pas bien, on a des populations en régression ; faut être capable de dire qu'on met en place un plan de gestion, on ne chasse plus l'espèce, ou on la limite¹³.

La construction du chasseur en écologiste n'est pas réductible à une simple stratégie de communication : la mobilisation du discours « écologiste » est aussi un nouveau moyen d'expression d'expériences anciennes. Les chasseurs cherchent à valoriser une forme de gestion durable spontanée qu'ils pratiquent depuis longtemps. Mais, en empruntant au discours qu'ils veulent contrer ses référents rhétoriques, ils contribuent à en instituer la légitimité.

La chasse patrimonialisée

La mobilisation d'expertises scientifiques par les chasseurs ne doit pas tromper car elle est souvent conjointe à une délégitimation des scientifiques. Les sauvaginaires contestent les expertises savantes à l'aide de contre-expertises tout aussi savantes ; ils insistent également sur leur propre savoir-faire, sur le bon sens de l'homme du terroir qui possède une connaissance filiale et empirique des milieux et des espèces, connaissance que l'on peut opposer aux savoirs administratifs et scientifiques de ceux qui veulent décider sans être jamais venus sur le terrain. Cette ambivalence, comme l'a noté Christophe Traïni en parlant de « sédimentation de justifications », « reflète l'histoire complexe, et souvent conflictuelle de cette pratique (cynégétique) » [2004 : 47].

À cet égard, si l'émergence de la figure du chasseur écologiste dépend de la diffusion de la construction scientifique de la nature dans

12. « L'analyse du rapport Lefeuvre », *La Sauvagine* n° 447, mars 2001, pp. 14-34.

13. Entretien avec Éric Kramer.

les années 1970 et 1980, la directive Habitat en 1992 va susciter la mobilisation de nouveaux registres rhétoriques. Sans revenir sur l'histoire de la mise en application de la directive et des contestations qu'elle a suscitées [Billaud, Alphanféry, Fortier et Pinton 2002], après 1998, les polémiques que soulève l'élaboration du document d'objectif PIC 01 au sujet de la gestion durable des sites Natura 2000 du littoral picard sont riches d'enseignement quant à l'institutionnalisation du développement durable. Les associations de chasseurs vont se mobiliser pour participer à ces débats. En effet, malgré les réactions, marginales certes, de rejet que nous avons mentionnées, les cadres des associations de chasseurs locaux préfèrent contester les nouvelles prescriptions au nom même du développement durable, opposant leur expérience d'« hommes de terrain » aux savoirs scientifiques abstraits. Ainsi, pour préserver la flore qui pousse sur les berges des mares, le document d'objectif prévoit d'exporter hors zone la boue retirée lors des curages. Nicolas Lottin, un chasseur, élu CPNT et responsable associatif, disqualifie cette règle de protection en dénonçant son caractère « livresque » et « technocratique », par conséquent sans autorité voire dangereux pour la nature elle-même :

On voit qu'ils sont jamais venus sur le terrain. En plus, quand on met les boues sur le côté, les anguilles, les lamproies, les tritons qui sont dans la vase, la nuit, elles sortent et reviennent dans la mare. Si les boues ont été transportées à 1 kilomètre, comment elles vont faire, les lamproies ? Y'a des tas de trucs comme ça. Depuis qu'on travaille avec eux, on

leur a mis le nez dedans, sur le terrain jusqu'au cou... Depuis, ça change¹⁴.

...
143

La valorisation du savoir-faire écologique du chasseur permet en outre de rappeler le caractère anthropique des milieux sélectionnés dans le réseau Natura 2000. En utilisant la logique de protection des habitats promue par Natura 2000, les chasseurs mobilisent un argument décisif : la qualité des milieux est relative à leur anthropisation et on ne peut les protéger sans préserver les savoir-faire cynégétiques dont ils procèdent. Comme le rappelle Alex Pion, président de l'Association des chasseurs du littoral picard sud :

On a su préserver ces zones-là par la chasse ; le biotope a peu évolué parce qu'on sait comment ça marche. Une mare de chasse, si vous l'entretenez pas, c'est les algues, les roseaux, puis ça se ferme, ça se comble, s'installent les saules, les peupliers. Puis c'est fini : c'est un marais qui disparaît. Par nécessité, comme on chasse le canard, on maintient des zones d'eau pour continuer à chasser¹⁵.

La revendication de l'importance des chasseurs dans la préservation des milieux a été acceptée par les autres acteurs de la protection du littoral et une responsable locale du Conservatoire du littoral reconnaît :

Si, aujourd'hui, l'environnement est de qualité, c'est bien grâce aux pratiques

14. Entretien avec Nicolas Lottin le 31 janvier 2002, conseiller général CPNT de Saint-Valery, administrateur de l'ADPMBDS, candidat CPNT aux législatives contre Vincent Peillon.

15. Entretien avec Alex Pion le 18 juin 2002.

qui s'y font depuis longtemps : il faut donc aussi protéger ces pratiques parce qu'elles font partie de l'entretien des habitats, tout en sachant les rationaliser dans leurs excès¹⁶.

À l'occasion de l'élaboration du document d'objectif PIC 01, une enquête sociologique a été commandée afin d'évaluer l'importance de ces pratiques¹⁷. Enfin, le Conservatoire du littoral et l'ANCGE ont organisé un colloque portant sur la chasse au gibier d'eau dans la gestion intégrée des estuaires¹⁸. Par ailleurs, le Conservatoire du littoral et la Fédération des chasseurs de la Somme ont signé un protocole pour expérimenter une pratique de « chasse durable » sur les terrains gérés par le Conservatoire. Avec la directive Habitat, la reconnaissance du caractère anthropique des milieux sélectionnés a permis aux chasseurs de défendre leur activité en l'associant à la durabilité des espaces.

Conserver la maîtrise de l'espace

Le sentiment de perdre le contrôle de leur territoire détermine largement la manière dont les chasseurs appréhendent les politiques environnementales. Ce sentiment trouve sa source dans la présomption que le développement touristique et les politiques européennes de protection de la nature dépendent d'une même nébuleuse, dont la volonté est de supprimer la chasse :

Les écolos utilisent les directives pour nous restreindre la chasse, la place est libre pour les vacanciers. Les promeneurs colportent la même rêverie que les Verts¹⁹.

Le dénominateur commun en serait une conception idéalisée de la nature, d'origine urbaine et opposée aux usages traditionnels de l'espace rural. Les fréquents conflits qui opposent les randonneurs aux chasseurs confèrent une certaine réalité à ces représentations. En outre, nombre de chasseurs appartenant aux couches populaires traduisent l'impression qu'ils ont d'être socialement marginalisés par un ressentiment à l'égard du développement touristique de la baie, lequel leur paraît être un arbitrage injuste en faveur des populations allochtones :

Le problème des touristes, c'est qu'il faudrait éliminer les chasseurs dans la baie, ils développent le tourisme dans un certain sens. La piste cyclable, c'est pour ceux qui viennent de Paris découvrir la baie [...] mais il n'y a rien pour les gens d'ici. Nous, nos loisirs, on nous les rogne²⁰.

Les pistes cyclables, les sentiers de randonnées, sont vécus comme des intrusions

16. Entretien avec Guillemette Rolland le 31 janvier 2002.

17. Christophe Baticle et Claude Bouteiller, rapport d'étude sur le site Natura 2000 « PIC 01 » : « Estuaires et littoral picards », 2003.

18. « La chasse au gibier d'eau dans la gestion intégrée des estuaires. Droits international, européen et national ». Colloque organisé dans le cadre de la journée mondiale des zones humides, 2 février 2006.

19. Entretien avec Renaud Blondin le 14 juin 2002, président de l'ADPMBDS, administrateur de la Fédération des chasseurs de la Somme, administrateur de l'ANCGE, militant CPNT très actif.

20. Entretien avec un chasseur, ouvrier, à Noyelles-sur-Mer le 2 février 2002.

menaçantes qui détruisent le territoire de chasse en le morcelant en zones sous contrôle où les espaces qui ne sont pas publicisés sont voués à la sanctuarisation.

Ces réactions sont caractéristiques de la saturation des populations autochtones quand le seuil de tolérance sociale à la pression touristique est dépassé [Michaud 1983 : 166-174]. Les « bravos de l'accueil »²¹ reçus en 1994 par l'ADPMBDS pour l'organisation de visites guidées de la baie par les chasseurs ne doivent pas faire illusion :

On est d'accord pour montrer notre nature à ces gens-là, mais, en retour, on aimerait qu'on soit respectés²².

En guidant les touristes le chasseur atteste que la baie est sa propriété. Il impose un mode de consommation de l'environnement conforme à l'usage cynégétique et légitime son autorité [Raison du Cleuziou 2007a : 158-159]. À l'inverse, les randonnées organisées par d'autres organismes deviennent suspectes d'appropriation écologiste de la baie et sont accueillies avec réserve. Plus généralement, les associations de chasseurs cherchent à diffuser auprès des touristes l'image du chasseur homme de terroir « vivant au rythme des marées et des migrations »²³, gardien historique des milieux naturels, médiateur incontournable entre l'homme urbain et la nature sauvage :

Il faut reconnaître que les gens qui sont ici, c'est eux qui gèrent la nature au quotidien, c'est pas les gens qui viennent de la ville le week-end et puis s'en vont en laissant leurs papiers garoupettes²⁴ ; c'est nous qui sommes ici, qui

faisons que la nature est encore belle et qu'ils peuvent venir la visiter²⁵.

...
145

Au nom de leur rôle de gestionnaire de la nature, les chasseurs deviennent des acteurs essentiels des politiques locales et refusent toute politique touchant à la chasse ou à la baie dont ils ne sont pas les initiateurs ou, au moins, les partenaires. Ils travaillent étroitement avec le SMACOPI et le Conservatoire du littoral pour préserver les espaces naturels de la pression touristique. Un responsable des chasseurs a empêché la construction d'une passerelle qui devait permettre aux touristes de se rendre dans les dunes de l'Authie. Cet usage de la sanctuarisation est subversif en ce qu'il n'a pas pour seule motivation la protection du massif dunaire : il réserve cet espace aux populations locales qui seules en connaissent l'accès.

Pour autant la défense de l'usage cynégétique de la baie n'est pas l'unique motivation de cette collaboration : s'y ajoutent un amour profond de la nature sauvage et la peur de la voir saccagée par les « masses » en vacances. Pessimistes face à « l'invasion touristique » de la baie, certains chasseurs ont renoncé

21. Prix donné par la Fédération nationale des offices de tourisme et syndicats d'initiative pour récompenser les initiatives en faveur du développement touristique.

22. Entretien avec Renaud Blondin.

23. « Tourisme en baie de Somme », *Le siffleur de la baie de Somme* n° 8, 1993.

24. Terme sans doute picard, non identifié mais dont le sens est sans équivoque : papier hygiénique.

25. Entretien avec Renaud Blondin.

à chasser pour mettre leur territoire privé en réserve volontaire et s'assurer qu'il sera préservé.

Conclusion : une conjugaison des durabilités

L'appropriation du développement durable par les sauvaginiens du littoral picard est intéressante parce qu'elle permet de comprendre sous quelles conditions est possible la conjugaison de deux durabilités apparemment concurrentes – la préservation des milieux naturels et la préservation des pratiques cynégétiques – pour imposer la définition sociale de la nature en baie de Somme et, par conséquent, ses usages sociaux légitimes.

Le détour par le temps long de l'histoire sociale de la baie est nécessaire pour comprendre l'attachement viscéral des chasseurs – plus particulièrement des classes populaires – à la chasse et au territoire. Car c'est de la force de ce lien que dépend la violence de la résistance aux nouvelles normes environnementales et, paradoxalement, l'appropriation subversive de ces normes. C'est en définitive parce qu'ils ont toujours voulu conserver la maîtrise de l'espace que les sauvaginiens doivent reconstruire en permanence leur légitimité à en user.

Sans le pouvoir de régulation des pratiques cynégétiques détenues par les associations de chasse depuis 1976, il est permis de douter de l'issue qu'aurait connue cette reconstruction car l'opinion des chasseurs est clivée socialement : les classes populaires majoritaires restent hostiles à l'application des directives Oiseaux et Habitat, et leurs réactions, lors-

qu'elles ne sont pas mises en forme par le travail de mobilisation des dirigeants cynégétiques, oscillent entre la violence matérielle et le découragement. Les dirigeants cynégétiques locaux – qui, systématiquement, cumulent responsabilités et engagement CPNT – sauront en tirer parti dans les négociations pour imposer leurs revendications et leur légitimité. Leur capacité à canaliser la révolte des chasseurs en la suscitant conditionne leur représentativité et en fait des partenaires incontournables de l'aménagement du territoire : ils sont les seuls à disposer de suffisamment d'autorité pour imposer aux chasseurs des nouvelles normes de développement durable. En effet, le rejet par les sauvaginiens de la construction savante de la nature n'est pas un rejet de la démarche de protection, mais un rejet de la légitimité d'étrangers à régir le territoire définissant la nature. Ces normes n'auraient pas été socialement acceptées sans leur appropriation stratégique et politique par les autorités cynégétiques locales.

Reste encore à souligner l'importance majeure du contexte. Sans l'expérience quotidienne de la pression touristique par la société locale, l'appropriation des normes de développement durable ne se serait peut-être jamais produite : les sauvaginiens et les entrepreneurs de nature ont un intérêt commun à contrôler le développement du tourisme. L'invention d'une « chasse durable » est concevable dans la mesure où elle offre au groupe des chasseurs un moyen de se reproduire et permet que se transmette le patrimoine de la société locale à un moment où le tourisme menace sa perpétuation.

Les stratégies dans le rapport de force ont abouti à l'émergence d'une nouvelle configuration sociale topique des processus de patrimonialisation qui construisent le visage des campagnes actuelles. Comme l'écrit André Micoud :

Loin d'être la trace immuable d'un passé qui dure, la campagne actuelle est ce qui naît du sein de l'espace rural quand sont mis en collection une partie des éléments qui s'y trouvent et à propos desquels il est signifié que, pour n'être plus intéressants selon le point

de vue agricole, ils ne sont pas rien. La patrimonialisation est le nom donné à ce processus par lequel un collectif humain s'énonce comme tel par le travail de mise en collection de ce qui, de son passé, est pour lui gage d'avenir [2004 : 16].

...
147

À ce titre la « patrimonialisation » de la chasse résulte bien de cette mise en collection conflictuelle qui trame la construction de la baie en haut lieu d'une nature préservée. Le sauvaginier et le phoque veau marin en sont devenus des symboles privilégiés.

Bibliographie

Alphandéry, Pierre et Martine Bergues — 2004, « Territoires en question : pratiques des lieux, usages d'un mot », *Ethnologie française* 34 (1) : 5-12.
Augé, Marc — 1992, *Non-lieux*. Paris, Éditions du Seuil.
Becker, Howard — 1985, *Outsiders. Études de sociologie de la déviance*. Paris, Métailié.
Berger, Peter et Thomas Luckmann — 1996, *La construction sociale de la réalité*. Traduit de l'anglais par Pierre Taminiaux. Paris, Méridiens Klincksieck.
Billaud, Jean-Paul, Pierre Alphandéry, Agnès Fortier et Florence Pinton — 2002, « La nature en directive : l'exemple du réseau Natura 2000 », in P. Perrier-Cornet ed., *Repenser les campagnes*. La Tour-d'Aigues, Éditions de l'Aube/DATAR : 239-258.
Bourdieu, Pierre — 1979, *La distinction, critique sociale du jugement*. Paris, Éditions de Minuit.
Chamboredon, Jean-Claude — 1980, « Les usages urbains de l'espace rural : du moyen de production au lieu de récréation », *Revue française de sociologie* 21 (1) : 97-119. — 1985, « la "naturalisation" de la campagne : une autre manière de cultiver les "simples" », in A. Cadoret ed., *Protection de la*

nature. Histoire et idéologie. De la nature à l'environnement. Paris, L'Harmattan : 138-151.
Dalla Bernardina, Sergio — 1989, « L'invention du chasseur écologiste : un exemple italien », *Terrain* 13 : 130-139.
Degonville, Monique — 1985, « La chasse en baie de Somme ». Mémoire de maîtrise d'histoire sous la direction de M. Hubscher, Université d'Amiens.
Deverre, Christian, Marc Mormont et Christophe Soulard — 2002, « La question de la nature et ses implications territoriales », in P. Perrier-Cornet ed., *Repenser les campagnes*. La Tour-d'Aigues, Éditions de l'Aube/DATAR : 217-237.
Fabiani, Jean-Louis — 1985, « Science des écosystèmes et protection de la nature », in A. Cadoret ed., *Protection de la nature. Histoire et idéologie. De la nature à l'environnement*. Paris, L'Harmattan : 75-93.
Haudricourt, André-Georges — 1962, « Domestication des animaux, culture des plantes et traitement d'autrui », *L'Homme* 11 (1) : 40-50.
Michaud, Jean-Luc — 1983, *Le tourisme face à l'environnement*. Paris, PUF.

Micoud, André ed. — 1991, *Des hauts lieux. La construction sociale de l'exemplarité*. Paris, Presses du CNRS. — 2004, « Des patrimoines aux territoires durables », *Ethnologie française* 34 (1) : 13-22.

Raison du Cleuziou, Yann — 2002, « À contre-temps : la révolte des chasseurs contre le changement de norme environnementale en baie de Somme ». Mémoire de DEA, sous la direction de M. Offerlé. Université Paris I-Panthéon-Sorbonne. — 2007a, « La nature embrigadée. Conflit en baie de Somme », *Ethnologie française* 37 (1) : 153-162. — 2007b, « Le destin politique des bêtes : l'embrigadement des animaux dans des constructions sociales de la nature concurrentes ». Communication au colloque « Les mondes ruraux à l'épreuve des sciences sociales »,

organisé à Dijon les 18 et 19 mai 2006. À consulter sur le site www.symposcience.org. — 2008, « Chasser et devenir chasseur en politique : les sauvaginaires de la Somme et l'invention de Chasse Pêche Tradition (1936-1989) », in A. Antoine et J. Mischi eds., *Sociabilité et politique en milieu rural*. Rennes, Presses universitaires de Rennes : 383-394.

Traini, Christophe — 2004, « Territoires de chasse », *Ethnologie française* 34 (1) : 41-48.

Vourc'h, Anne et Valentin Pelosse — 1985, « Chasseurs et protecteurs : les paradoxes d'une contradiction », in A. Cadoret ed., *Protection de la nature. Histoire et idéologie. De la nature à l'environnement*. Paris, L'Harmattan : 108-123.

Résumé

Yann Raison du Cleuziou, *De la résistance à la subversion. Les chasseurs de la baie de Somme et le développement durable*

La baie de Somme est un territoire où la contestation des directives européennes et des politiques de nature atteint un des plus forts niveaux de mobilisation électorale en France et où les chasseurs sont les plus impliqués dans les processus décisionnels de naturalisation de l'espace. Cet article décrit les conditions de possibilité de cette appropriation paradoxale des normes de développement durable : l'invention d'une « chasse durable » est possible parce qu'elle offre un moyen de reproduction au groupe des chasseurs et permet la transmission du patrimoine dont procède la société locale, à un moment où le développement touristique menace sa perpétuation.

Mots clés

baie de Somme, chasse, CPNT, développement durable, nature, patrimonialisation, politiques environnementales

Abstract

Yann Raison du Cleuziou, *From resistance to subversion. Hunters in the Somme Bay and sustainable development*

The Somme Bay is a place where hunters are the most involved in decision-making in matters of conservation but also where opposition to environmental policy and EU directives has led to one of the highest voter turnouts in France. What account for this paradox in relation to sustainable development? It is possible to invent "sustainable hunting" for ensuring the social reproduction of hunters as a group and passing on local society's environmental heritage, which the development of tourism is menacing.

Keywords

Somme Bay (France), hunting, Chasse Pêche Nature Traditions (CPNT), sustainable development, nature, conservation, environmental policy